



Consultation des gaziers et des agents d'EGD Pourquoi ? Comment ?

Les Fédérations CGT et FO ont décidé d'une consultation formelle ciblée sur les agents de Gaz de France et de ceux d'EGD pour le 7 septembre 2006.

La question posée est : **"Etes-vous d'accord avec la privatisation de Gaz de France prévue dans le projet de loi préparant la fusion Suez-Gaz de France ?"**

La raison qui a prévalu à cette proposition est de lever la pression que le Président Cirelli fait sur ces salariés en affirmant qu'une immense majorité d'entre eux est POUR le projet de fusion.

Ces affirmations mensongères sont reprises par les politiques porteurs de la fusion, Breton en tête, pour influencer les députés et l'opinion publique semant aussi le doute dans la tête de tous les électriciens et gaziers.

Face à l'opposition unanime, aujourd'hui encore, à la fusion/privatisation de Gaz de France des cinq organisations syndicales, M. Cirelli a mis en place une association de cadres pour défendre la fusion qui relaie la thèse de l'adhésion des agents à la fusion/privatisation avec une équation simpliste : "Tous ceux qui ne font pas grève sont POUR le projet".

Face à une division des salariés, impulsée par le gouvernement et les directions, il est de notre devoir de permettre aux agents concernés de donner leur avis dans une action de consultation LIBRE et INCONTESTABLE !

Face aux interpellations d'un certain nombre de syndicats qui pensent que cette forme de consultation peut être assimilée à une division/séparation portée par la CGT, nous affirmons que c'est l'objectif inverse qui est recherché.

En effet, quel meilleur outil pouvons-nous avoir pour rassembler les électriciens et gaziers dans les luttes à venir que de faire lever, par les salariés concernés, le doute et les mensonges que répandent le gouvernement et la présidence de Gaz de France.

Un baromètre interne à Gaz de France, réalisé fin mars 2006 sur un échantillon de 1 650 collaborateurs, montre que :

- 93 % disent que Gaz de France est une entreprise rentable ;
- 82 % que Gaz de France est bien placé face à la concurrence en Europe ;
- 47 % se déclarent très ou bien informés sur les évolutions en cours ;
- 54 % que l'ouverture des marchés est une bonne chose pour Gaz de France, mais seulement 32 % perçoivent le projet de fusion comme une opportunité.

Si les arguments portés par la CGT ont largement contribué aux désaccords au sein de l'UMP, nous pensons que ces éléments d'analyse ont aussi éclairé les salariés sur les enjeux et sur les effets du projet gouvernemental.

Depuis le début de ce dossier, nous avons argumenté, point par point, chacun des éléments du dossier sur les tarifs, la sécurité d'approvisionnement, le service commun de la distribution voué à une mort certaine puisque issu de deux groupes en concurrence frontale, le service public de proximité, le tarif régulé, les concessions, etc.

Nos arguments pèsent dans la bataille idéologique qui oppose deux logiques : celle du profit pour les actionnaires et celle de l'intérêt général.

C'est pour contrer un des arguments de ce dossier, la position des agents, que ce choix de consultation a été fait afin que le résultat soit clair et lisible et qu'il ne puisse être contesté par personne, discréditant un peu plus les auteurs du dévoiement d'opinion.

Toutefois et quelle que soit la cible de consultation retenue par les syndicats, ce qui doit être impératif, c'est d'avoir une identification réelle et sérieuse du résultat pour les salariés de Gaz de France et ceux d'EGD au soir du 7 septembre.

Permettre aux salariés de dire ce qu'ils ne veulent pas est indispensable. Il est tout aussi important de porter nos propositions alternatives et en particulier la fusion EDF-Gaz de France. Celle-ci est possible par un choix politique français que le rapport de force est plus que jamais en capacité d'imposer.

Rien n'est bouclé sur ce dossier et les divergences politiques au sein de l'UMP persistent.

Le 7, donnez votre avis et portez le avec tous les électriciens et gaziers dans l'action le 12 septembre.